BILAN DE L'ANNÉE 2012

Mobilis affiche une belle réussite

Grâce à sa formule Tawfik, Mobilis a été leader sur le marché national en 2012 par la réalisation de 3 millions de lignes GSM activées. Cette performance a boosté le parc de l'opérateur public qui a atteint en décembre dernier le seuil de 12 millions d'abonnés.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise a progressé, quant à lui, de 11,4 % pour se situer à hauteur de 59 milliards de dinars à la fin de l'exercice 2012. Cela s'est répercuté directement sur le bénéfice qui a doublé par rapport à l'exploitation de 2011 qui avait affiché un état positif net de l'ordre de 6 milliards de dinars. Ces chiffres-clés de l'exercice clôturé attestent de la grande réussite de Mobilis dans son plan de redéploiement et la nouvelle ligne directrice que la direction de l'entreprise a tracée à travers son plan quinquennal qui s'étale jusqu'à 2016. Cette nouvelle politique de Mobilis repose surtout sur une offensive basée sur la proximité, en proposant diverses formules pour sa clientèle. La formule «Corporate» continue de progresser avec une forte fidélisation des entreprises abonnées, alors que l'offre Tawfik, qui s'adresse particulièrement aux étudiants, a dépassé de loin le seuil escompté au départ. Jusqu'à ce jour, les clients réclament cette formule, indique-t-on au niveau de la direction de Mobilis. La réussite réalisée par l'opérateur public est surtout le fruit d'un management qui n'a rien à envier aux concurrents qui bénéficient d'une assistance technique externe et d'un savoir-faire cumulé sur des expériences à l'échelle planétaire. Cette nouvelle vision de la direction de Mobilis se traduit particulièrement par les efforts consentis dans le plan de développement de l'entreprise à travers un budget de l'ordre de deux milliards de dollars sur les trois ans à venir. Et contrairement à certains groupes publics qui puisent des caisses de l'Etat pour assurer leur survie, Mobilis compte sur ses propres ressources pour financer ses investissements. Après avoir obtenu l'accord de l'Andi pour l'obtention des avantages fiscaux prévus par la réglementation, Mobilis devra mobiliser 87% du montant global de cet investissement, soit 1,74 milliard de dollars, et ne fera appel aux banques que pour les 13 % restants.

Cap sur la 3G

Engagée sur une phase de tests depuis 2004, Mobilis est aujourd'hui en pleine expansion sur le réseau 3G qui couvre déjà 20 wilayas à travers le pays. L'opération de déploiement des relais et BTS se poursuit à une cadence très soutenue afin d'être en mesure de lancer rapidement la nouvelle activité, dès que les autorités accordent les nouvelles licences d'exploitation.

Outre le service de haut débit, Mobilis pense déjà au contenu. En l'absence de programmes purement algériens, l'opérateur public a pris l'initiative de se rapprocher des start-up nationales pour les accompagner dans des opérations de création de contenus.

F. B.

Progression impressionnante de Nedjma

Nedjma a réalisé en 2012 un bénéfice net de l'ordre de 98 millions de dollars, doublant ainsi son résultat réalisé lors de l'exercice précédent.

L'étoile orange algérienne a nettement progressé sur le chiffre d'affaires qui s'est situé à hauteur de 955 millions de dollars, en nette hausse par rapport à 2011, où elle avait affiché 813 millions de dollars.

Le groupe Qtel a publié hier les résultats de l'exercice de l'année 2012, qui ont confirmé cette impressionnante ascension de Nedjma par rapport au reste des filiales. L'unité algérienne a réalisé une performance représentant 10% des résultats du groupe, ce qui explique les déclarations élogieuses à l'égard de Nedjma, faites la semaine dernière par le président du groupe.

A travers son bilan annuel, Qtel indique également que l'EBITDA (revenus avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations) de Nedjma a atteint 377 millions de dollars contre 813 en 2011, avec un rapport de l'ordre de 39%, en hausse de deux points par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'année 2012, Nedjma a consenti un Capex (les investissements réalisés pour l'achat d'équipements professionnels et autres services) de l'ordre de 226 millions de dollars, en hausse de 40 % par rapport à 2011.

Il faut noter que le Capex du groupe Qtel s'est stabilisé à hauteur de 2 milliards, ce qui montre que Nedjma a absorbé le taux le plus élevé du groupe dans les investissements.

Le groupe qatari s'est félicité, par ailleurs, de voir le nombre des clients postpaid de Nedjma presque doubler par rapport à 2011. Le nombre d'abonnés est passé ainsi de 515 mille à 992 mille en 2012. Cette progression a permis à Nedjma d'afficher un nombre total de clients atteignant 9.06 millions, sur 92 millions d'abonnés pour tout le groupe Qtel.

Au cours de l'exercice 2012, Nedjma s'est surtout distinguée par l'association des services Data au métier principal de transfert de la voix. L'intégration des services smartphones et la clé USB de connexion à l'internet ont constitué un axe important dans la politique de marketing de l'entreprise, pour permettre à la clientèle d'accéder à divers services associés à la téléphonie classique (Facebook, chat, MMS, navigation, etc.).

De toute évidence, Nedjma compte investir davantage en 2013, notamment dans les services de haut débit qui seront accessibles dès la délivrance de la licence 3G.

Un travail énorme devra être développé également pour la fidélisation de la clientèle, avant de s'engager dans une nouvelle course pour captiver une autre catégorie d'abonnés.

F. B.

COOPÉRATION ALGÉRO-BRITANNIQUE

Le défi des énergies renouvelables en ligne de mire

Le partenariat énergétique, qui a de tout temps constitué la part du lion de la coopération algéro-britannique remontant aux toutes premières années de l'indépendance, est appelé à se renforcer tant le défi y inhérent est commun aux deux pays.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Preuves on ne peut plus tangibles de cette prise de conscience partagée, la tenue, hier à Alger, d'un forum, le premier du genre, algéro-britannique dédié aux énergies renouvelables et l'économie d'énergie et les changements climatiques. Aussi, Londres n'a-t-elle pas nommé tout récemment un envoyé spécial qui s'occupera de l'entreprenariat avec l'Algérie.

Et le ministre britannique pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, qui intervenait à l'ouverture de cette manifestation, n'a eu qu'à décliner plus explicitement la volonté de son pays de construire un partenariat durable dans le domaine des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. «Assurer l'énergie de demain est l`impératif politique d'aujourd'hui. Cela a longtemps été un défi, mais les pressions exercées sur nous pour réussir sont grandissantes», affirmera Alistair Burt pour qui l'Agence internationale de l'énergie parle d'une augmentation de la consommation de l'ordre de 50% à l'horizon 2035 si bien entendu, les politiques ne sont pas mises en œuvre pour limiter sa croissance». D'où, selon lui, «une pression réelle sur le système énergétique mondial» avec ses corollaires, augmentation vertigineuse des prix de l'énergie et un approvisionnement instable».

Ce qui dicte l'exploration de nouvelles ressources énergétiques qui ne constitue que la moitié du défi car il s'agira de faire face à un autre impératif, celui de réduire au maximum, l'impact dangereux du changement climatique.

Et au ministre britannique de se fier aux données scientifiques qui prévoient une augmentation de la température mondiale de 4°C d'ici 2050 si, d'ici là, «nous ne changeons pas notre façon de produire et de consommer l'énergie, aujourd'hui».

Des défis planétaires face auxquels il s'agira d'agir ensemble mais aussi localement. Et de prendre notre pays en «exemple» du dilemme mondial en la matière avec, dira-t-il, une consommation domestique de l`énergie augmentant sans cesse, ce qui exerce une pression accrue sur la production future et un investissement dans les nouvelles sources énergétiques lent, du moins pas au rythme espéré». Ceci, malgré les abondantes ressources énergétiques dont regorge le pays. Une abondance qui ne suffit pas à elle-seule tant le défi, selon Burt, est «de s'assurer qu`elles fournissent une production stable et abordable qui mènera à la prospérité économique de la nation, tout en créant une solution durable pour l'avenir». Une «préoccupation» à laquelle le directeur général de l'énergie au ministère de l'Energie et des Mines n'a pas été insensible en évoquant le vaste programme national de développement des énergies renouvelables, qui s'étale à l'horizon 2030. Une date à laquelle il est attendu, selon Abdelkader Mekki, pas moins de 40% des besoins énergétiques puisés dans les énergies renouvelables avec un taux d'intégration de près de 80%.

Burt Alistair.

Photo : DR.

Un challenge «jouable», dira-t-il, évoquant, pour ce faire, la nécessité de mettre en place tout un environnement réglementaire et législatif nécessaire à même de permettre des investissements rentables dans les technologies du futur, tout en veillant à ce que cette énergie abordable demeure sûre, soit utilisée efficacement, accessible à tous et écologiquement durable, comme l'a entrepris le Royaume-Uni dont l'économie écologique est en pleine expansion avec davantage d'entreprises britanniques qui investissent dans l'économie à faible émission de carbone.

Ce qui fait, d'ailleurs, du Royaume-Uni le leader mondial et dans le secteur de l'énergie et dans son engagement à lutter contre le changement climatique.

M. K.

L'ANIREF ORGANISE UN FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-CATALAN

Lancement imminent des avis d'appels d'offres pour les parcs industriels

Les avis d'appels d'offres concernant la réalisation de 42 parcs industriels seront incessamment lancés par l'Agence nationale de l'intermédiation et de la régulation foncière (Aniref). Pour réaliser des structures répondant aux normes, l'agence fera notamment appel à des expertises étrangères.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le processus de lancement du projet de réalisation de zones industrielles réparties sur 34 wilayas arrive à son terme. L'Aniref lancera bientôt des avis d'appel d'offres pour l'étude et la réalisation des zones industrielles.

Les terrains devant servir à leur réalisation ont été choisis selon des critères prédéfinis. Tarek Maiza, directeur des études au sein de l'Aniref, expliquait hier qu'il s'agissait en premier lieu d'arriver à harmoniser les structures et à offrir aux investisseurs des commodités dont ne disposent certainement pas les zones industrielles actuellement. Répartis sur une superficie de 9 570 hectares, la durée de réalisation de ces zones industrielles variera entre 30 et 42 mois. La réception se fera de manière progressive à partir de 2014. L'Aniref n'exclut pas de faire appel à l'expertise étrangère. C'est dans ce contexte que se tiendra, le 14 mars prochain, un forum d'affaires algéro- catalan à Barcelone, au niveau du siège de l'Union pour la Méditerranée.

Organisée par l'Aniref avec la collaboration de l'ANDI et de la CACI, cette rencontre a été décidée suite au forum d'hommes d'affaires tenu à Madrid et qui a été une bonne occasion d'échanges entre entrepreneurs algériens et espagnols. L'organisme public espagnol OXIO se chargera de l'organisation de l'événement côté espagnol. Il saisira l'occasion pour annoncer l'ouverture d'une antenne à Alger. Des entreprises publiques et privées des secteurs du bâtiment et travaux publics, l'électronique, l'agroalimentaire et le machinisme prendront part à ce forum qui sera organisé en deux parties.

Une première séance consacrée à des communications autour du climat des affaires en Algérie et des témoignages d'entreprises catalanes déjà installées en Algérie et une seconde session dédiée aux rencontre B to B au cours de laquelle, les entreprises des deux rives de la Méditerranée tenteront d'identifier les opportunités de s'associer.

Pour M. Reddaf Rachid, conseiller chargé de la communication et de la coopération, ce forum, qui intervient après une rencontre avec des hommes d'affaires italiens qui ont également fait part de leur intérêt pour la réalisation des zones industrielles, est une réelle opportunité à saisir.

N. I.